

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Démêler les racines du récent tournant politique en Colombie

Ronderos, Sebastián

Published in:
Problèmes d'Amérique latine

DOI:
[10.3917/pal.127.0082](https://doi.org/10.3917/pal.127.0082)

Publication date:
2025

[Link to publication](#)

Citation for published version (HARVARD):

Ronderos, S 2025, 'Démêler les racines du récent tournant politique en Colombie: De Uribe à Petro', *Problèmes d'Amérique latine*, pp. 82-103. <https://doi.org/10.3917/pal.127.0082>

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

DÉMÊLER LES RACINES DU RÉCENT TOURNANT POLITIQUE EN COLOMBIE : DE URIBE À PETRO

*Sebastián RONDEROS**

RECONSTITUER UNE GÉNÉALOGIE : LA FORMATION DE LA RÉSISTANCE POPULAIRE ET LA CONSOLIDATION DE LA NARCO-BOURGEOISIE

Tout au long de l'histoire de la Colombie, un cadre institutionnel résilient a agi comme une forteresse imposante pour les minorités privilégiées, leur accordant une domination inébranlable sur les domaines économiques et politiques de la nation. Ce contrôle persistant, profondément enraciné dans l'héritage colonial de la Colombie, s'est constamment aligné sur les intérêts des élites foncières et industrielles. Au sein des partis libéraux et conservateurs, ces élites ont méticuleusement façonné un système électoral bipartite oligarchique au XIX^e et XX^e siècles, conçu délibérément pour préserver leur emprise sur le pouvoir. Ce système a marginalisé des parties significatives de la population, les privant de l'accès aux mécanismes de participation politique formelle et aux avantages associés au processus de modernisation florissant mais fragile de la Colombie.

Dans les années 1920 et 1930, des propriétaires terriens éminents ont orchestré une profonde reconfiguration territoriale, déplaçant de force des communautés rurales et étendant leur domination sur de vastes étendues de terres sans titre de propriété. Cette expansion audacieuse, souvent approuvée par les autorités de l'État, représentait une menace existentielle pour les moyens de subsistance de ces communautés et leurs aspirations à la propriété foncière (LeGrand, 1988). Au milieu de cette transformation territoriale majeure, les graines des mouvements de résistance initiaux

* Université de Namur, Belgique.

ont été semées au sein des enclaves de paysans et d'autochtones, donnant naissance à divers mouvements agraires et faisant émerger des figures éminentes du leadership populaire, telles que Manuel Quintín Lame¹. Alors que les multinationales nord-américaines renforçaient leur présence dans toute la géographie colombienne et que l'afflux de capitaux américains augmentait rapidement, ces mouvements ont orchestré une résistance territoriale généralisée.

En effet, intensifiée par la mission Kemmerer en 1923, l'expansion de la finance et l'afflux de capitaux étrangers dans l'économie colombienne ont explosé. Au-delà de simples investissements, la montée en flèche des prêts américains est passée de 4 millions de dollars en 1913 à 80 millions en 1925, pour ensuite se contracter après la crise de 1929 (LeGrand, 1988, 128). Cette injection de capitaux, principalement facilitée par les dettes publiques, a jeté les bases d'une première tentative de modernisation nationale. Par conséquent, cette expansion modernisatrice, renforcée par l'implantation d'entreprises nord-américaines, a accru les tensions sociales autour de la propriété foncière, exacerbant les conflits de longue date entre les masses rurales et les secteurs dominants au sujet des titres de propriété foncière.

D'une part, les États-Unis ont cherché à atténuer leur dépendance vis-à-vis des réserves de pétrole mexicaines en initiant l'exploration et l'extraction de nouveaux gisements pétroliers en Colombie. Parallèlement, ils se sont lancés dans un projet ambitieux d'expansion de la production de bananes, projet dirigé par la United Fruit Company (Rippy, 1931). Sous la direction de Minor Keith et d'Andrew Preston, la United Fruit avait solidifié progressivement sa position en Amérique centrale et dans les Caraïbes depuis 1899, étendant sa présence et ses capacités d'exportation en dominant la production de bananes le long de la côte colombienne (Bucheli, 2005).

Les conditions d'exploitation inhérentes à l'industrie de la production de bananes en pleine expansion ont conduit à l'émergence de grèves ouvrières. Les aspirations à améliorer les conditions de travail à travers des revendications articulées, officiellement transmises par l'Unión Sindical de Trabajadores del Magdalena, ont malheureusement abouti à de nombreuses arrestations, des actes de torture, voire des décès. Les événements des grèves de décembre 1928, et les mesures répressives qui ont suivi, sont décrits avec une profondeur poignante et une imagerie vive dans le roman lauréat du prix Nobel de Gabriel García Márquez, « Cent ans de solitude ».

« [E]n attendant un train qui n'est jamais arrivé, plus de trois mille personnes, y compris des travailleurs, des femmes et des enfants, avaient

1. Manuel Quintín Lame (1880-1967) était un éminent leader indigène colombien qui a milité en faveur des droits et de l'autodétermination des communautés indigènes en Colombie au début du XXe siècle. Son plaidoyer passionné a servi de catalyseur à la formation du Mouvement Armé Quintín Lame, qui est devenu le premier mouvement de guérilla indigène en Amérique latine en 1985 et est resté actif jusqu'à sa démobilisation en 1991.

envahi l'espace ouvert devant la gare et s'étaient entassés dans les rues adjacentes, que l'armée avait fermées avec des rangées de mitrailleuses » (García Márquez, 2003, p. 363).

Avant les événements tragiques connus sous le nom de « Massacre de las Bananeras », le président conservateur Miguel Abadía Méndez (1926-1930) avait déclaré un « état de trouble de l'ordre public ». Cette manœuvre gouvernementale avait des intentions doubles. D'une part, elle visait à établir un canal de communication avec le mouvement syndical naissant, qui prenait rapidement de l'ampleur et de l'influence, signalant ainsi la disposition du gouvernement à négocier. D'autre part, le gouvernement avait orchestré une opération de siège tactique, dirigée par le général Carlos Cortés Vargas, dans le but de réprimer les révoltes de manière discrète mais efficace. Pour reprendre les mots de García Márquez :

Ils étaient acculés, tournant dans un gigantesque tourbillon qui se réduisait progressivement à son épiceutre car ses bords étaient systématiquement taillés en forme de cercle, comme en épluchant un oignon, par les ciseaux insatiables et méthodiques des éclats d'obus (García Márquez, 2003, 365-366).

Au-delà du débat sur l'interaction entre l'émotion littéraire et l'exactitude historique (Posada-Carbo, 1998), les « bananeras » constituent un événement qui a laissé une empreinte indélébile dans la mémoire sociale et politique de la Colombie, influençant constamment sa trajectoire nationale jusqu'à aujourd'hui. Les événements de décembre 1928 ont mis en lumière la crise sous-jacente de la prétendue « hégémonie conservatrice », un régime qui détenait le pouvoir politique de 1885 à 1930. Son attrait avait progressivement diminué, devenant évident depuis le début des années 1990 avec l'érosion de son soutien populaire (Pecaut, 2012).

Pendant cette période, la figure de Jorge Eliécer Gaitán a émergé sur la scène politique, et son héritage allait continuer à remodeler la réalité sociale de la Colombie bien après son assassinat tragique en 1948. Gaitán, alors jeune parlementaire libéral, a initié un débat au Congrès sur les questions liées aux « bananeras » deux mois après les événements. Ses discours passionnés et ses compétences oratoires habiles en défense des travailleurs ruraux l'ont rapidement propulsé sur le devant de la scène nationale.

La résurgence des mouvements populaires, enflammée par les injustices révélées lors des « bananeras », a été témoin de l'approfondissement des mouvements agraires et ouvriers, forgeant des liens solides de solidarité. Au fur et à mesure que les années 1930 se déroulaient, cette nouvelle vitalité a commencé à se regrouper en expressions plus structurées de résistance populaire (Posada-Carbo, 1998, 400). Dans les années 1940, les organisations socio-politiques nées de ces griefs ont donné naissance à des mouvements nationaux-populaires qui ont courageusement confronté l'establishment oligarchique au nom de la souveraineté populaire. Au cours de cette période, Jorge Eliécer Gaitán a habilement donné voix aux

revendications démocratiques du peuple en faveur de la participation politique et de l'inclusion économique, lançant un défi convaincant aux élites libérales et conservatrices avec son cri de ralliement passionné : « *Pueblo, por la derrota de la oligarquía, ¡a la carga!* » [Peuple, pour la défaite de l'oligarchie, prenez les commandes !].

Cependant, le mouvement gaitaniste, porté par ses aspirations de changement transformateur, a fait face à une répression brutale, donnant finalement naissance à un régime négocié par les classes dirigeantes, connu sous le nom de *Frente Nacional* (Gutiérrez Sanín, 2007). S'étendant de 1958 à 1974, ce régime oligarchique bipartite a servi de moyen aux élites foncières pour consolider leur influence sur leurs homologues industriels. Le point culminant de cette consolidation a été illustré par le *Pacto del Chicoral* en 1972, un accord qui a perpétué la concentration de la propriété foncière entre quelques privilégiés. Ce pacte incarnait un modèle social axé sur l'accumulation de terres productives, devenu une caractéristique déterminante de la représentation de la richesse au sein de l'oligarchie colombienne.

Les conséquences étendues de la dépossession et de l'appauvrissement ruraux ont eu des répercussions à travers la Colombie, déclenchant une vague de migration importante de la campagne vers la ville qui s'est développée entre la fin des années 1960 et le début des années 1980. Face à des circonstances redoutables, certains paysans dépossédés ont cherché refuge dans la culture de la coca comme moyen de subsistance, tandis que d'autres ont trouvé refuge au sein des rangs des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Cette convergence a marqué une rapide montée en taille et en influence du mouvement guérillero, consolidant son rôle en tant qu'acteur significatif sur le marché naissant et clandestin d'ici le milieu des années 1980 (Gutiérrez Sanín, 2007 ; Ronderos *et al.*, 2022).

La concentration des terres et l'expansion du commerce de la cocaïne, cependant, ont été principalement orchestrées par des propriétaires fonciers locaux, des éleveurs et des seigneurs de la drogue qui ont assumé des rôles de leadership dans les zones rurales. Cette réorganisation territoriale en évolution, particulièrement visible dans les années 1960 et solidement établie au début des années 1990, a donné naissance à une bourgeoisie régionale en pleine expansion. Leur importance tournait autour de l'expansion territoriale, de l'élevage de bétail et de la production de cocaïne. Parmi les familles rurales remarquables qui détenaient le contrôle territorial et gagnaient de l'influence dans les dynamiques du pouvoir local, agissant souvent comme intermédiaires entre les seigneurs de la drogue et les élites nationales, figurait la famille Uribe (Cepeda & Rojas, 2008). L'ascension de cette nouvelle classe dirigeante locale a joué un rôle essentiel dans la refonte des dynamiques du pouvoir national, en particulier dans les départements² de Córdoba et d'Antioquia. Notamment, Álvaro Uribe Vélez, l'aîné des cinq

2. Les départements constituent des zones d'organisation politique et administrative.

fils de la famille Uribe Sierra, allait par la suite diriger une nouvelle force politique hégémonique à la suite de la dissolution du système bipartite au début des années 2000.

L'ère qui a suivi le Front National a effectivement vu une diminution de l'influence des partis libéraux et conservateurs. Les dynamiques électorales ont perdu de leur attrait, car les deux principaux partis semblaient être alignés sur des intérêts partagés à un tel point que « La seule différence... entre les libéraux et les conservateurs est que les libéraux vont à la messe à cinq heures et les conservateurs à huit heures », comme le soulignait García Márquez. La domination de longue date des élites a peu à peu reculé, donnant lieu à un paysage politique remodelé caractérisé par la résistance populaire et l'ascension d'une bourgeoisie narco-dirigeante au niveau local et régional.

De plus, les périphéries urbaines en expansion rapide, qui ont absorbé un afflux important de migrants ruraux déracinés par les massacres paramilitaires et les actions violentes des cartels de la drogue, se sont transformées en terres fertiles pour le désenchantement et le mécontentement politique. Ces communautés marginalisées, accablées par les difficultés économiques et l'exclusion sociale, ont joué un rôle central dans la refonte du paysage politique et la restructuration des dynamiques de pouvoir établies en Colombie.

Alors que le message des FARC avait du mal à trouver un écho parmi la population urbaine, la guérilla du M-19 a émergé comme une force ayant une emprise profonde dans les années 1970. Leurs opérations audacieuses, à la manière de James Bond, accompagnées d'un discours politique séduisant et cohérent sur la souveraineté nationale, ont captivé l'imaginaire du public, suscitant une attention et un soutien importants des classes inférieures et moyennes. Simultanément, les forces politiques de centre-gauche se sont ralliées autour de l'idéologie du Nouveau Libéralisme, dirigée par Luis Carlos Galán. Leur objectif était de contrer l'intrusion de la narco-bourgeoisie dans l'establishment politique et d'offrir une vision libérale progressiste alternative, longtemps défendue par des figures libérales historiques qui ont propulsé une imagination populaire du républicanisme plébéien, tels que Gaitán ou Alfonso López Pumarejo³ (président de 1934 à 1938 ; 1942-1945).

L'enthousiasme pour une participation politique accrue a eu un impact institutionnel profond. Le début de la présidence de Belisario Betancur (1982-1986) a marqué un départ significatif par rapport à l'administration précédente de Julio Cesar Turbay (1978-1982). Le mandat de Turbay s'est caractérisé par une répression sévère à la fois contre les groupes insurgés et les mouvements de résistance ruraux (Archila, 2003). En revanche, la

3. La « Révolution en Marche » de Pumarejo a tenté de mettre en œuvre des réformes sociales et politiques d'envergure, jetant les bases d'efforts essentiels en matière de réforme agraire et de mise en place de mécanismes de participation populaire.

présidence de Betancur a vu le début des négociations de paix, marquant une ère où les mouvements sociaux et les partis politiques ont gagné en importance dans les centres urbains importants.

À cette époque, l'Union Patriotique (UP) a émergé en tant que parti politique, unifiant d'anciens combattants de la guérilla de gauche et des représentants de divers mouvements sociaux sous une bannière commune. Leur mission partagée était la recherche d'une transformation politique par des moyens légaux et institutionnels, motivée par l'aspiration collective de rompre avec le cycle de violence qui alimentait depuis longtemps l'accumulation foncière, la marginalisation politique et les bouleversements sociaux.

Tragiquement, la consolidation des forces criminelles, un effort coordonné impliquant des seigneurs de la drogue, des militaires corrompus, des paramilitaires et la montée de la narco-bourgeoisie, a lancé une campagne impitoyable pour maintenir le contrôle et étouffer le changement social en réprimant impitoyablement les mouvements populaires naissants. L'Union Patriotique (UP) a supporté le poids de cette violence implacable, endurant l'assassinat impitoyable de plus de 4 000 de ses membres, y compris des conseillers, des députés et même des candidats à la présidence tels que Jaime Pardo Leal en 1987 et Bernardo Jaramillo Ossa en 1990. Dans la même veine de violence, Luis Carlos Galán a connu un sort tragique similaire lorsqu'il a été abattu alors qu'il s'apprêtait à s'adresser à une foule sur une place publique lors de sa campagne présidentielle (Delgado, 2008).

La même année a également été le théâtre de l'assassinat de sang-froid de Carlos Pizarro Leongómez, le leader du mouvement de guérilla M-19. Cet événement tragique s'est déroulé peu de temps après qu'il eut signé un accord de paix avec le gouvernement de Virgilio Barco (1986-1990). Pizarro avait réussi à démobiliser tous les membres de la guérilla et se préparait à lancer une campagne présidentielle qui avait suscité un soutien populaire significatif, le plaçant en tête avant son meurtre prématuré et tragique.

Malgré l'assassinat de Pizarro, la démobilisation du groupe de guérilla M-19 a marqué un tournant significatif, préparant le terrain pour l'adoption d'une nouvelle constitution en Colombie en 1991. Cette constitution mettait l'accent sur la participation populaire, signifiant un changement vers une démocratie plus inclusive et participative. Cependant, cette réforme constitutionnelle incorporait également des principes importants du Consensus de Washington de 1989, fixant la voie de la politique d'État vers la libéralisation du marché à partir du gouvernement de César Gaviria (1990-1994) – pour connaître une rupture après la victoire électorale de Gustavo Petro, ancien membre du M-19 de gauche, en 2022.

La montée de la violence vécue en Colombie pendant cette période peut être attribuée à une dynamique double. D'une part, elle reflétait le désespoir croissant des classes dirigeantes nationales alors qu'elles luttèrent pour conserver leur leadership traditionnel. D'autre part, elle témoignait de la consolidation d'une nouvelle structure de pouvoir, née de l'alliance entre les secteurs traditionnels de l'oligarchie et la montée de la narco-bourgeoisie

régionale. Cette configuration de pouvoir en évolution a joué un rôle clé dans l'expansion formelle de l'accumulation foncière, du contrôle territorial et de la mise en œuvre d'un programme néolibéral. Cependant, malgré sa capacité à imposer l'obéissance territoriale, cette structure de pouvoir naissante, une coalition d'élites nationales et de la bourgeoisie régionale, manquait du consensus social plus large nécessaire pour la consolidation d'une force nationale-populaire capable de promouvoir un projet politique avec un leadership national.

Au début des années 2000, la Colombie s'est retrouvée prise dans l'influence croissante des groupes paramilitaires. Les élites traditionnelles ont maintenu leur pouvoir par la force militaire et ont alimenté des sentiments anti-insurgés, le tout soutenu par les États-Unis via le *Plan Colombia*⁴. Ce soutien soulignait la domination ancrée des élites dirigeantes lors d'une période marquée par une crise organique visible alors qu'elles échouaient à obtenir un leadership moral et intellectuel national. Au milieu de ce contexte complexe, les négociations malheureuses de Caguán entre le gouvernement de Pastrana (1998-2002) et les FARC ont servi à attiser davantage les sentiments anti-insurgés, en particulier parmi la population urbaine.

Ce sentiment anti-FARC prévalent a joué un rôle décisif dans la refonte du paysage politique à l'approche des élections présidentielles de 2002. Dans un retournement surprenant, les factions libérales et conservatrices se sont réunies pour soutenir Álvaro Uribe Vélez en tant que candidat à la présidence. Cette union a marqué une décentralisation notable du rôle traditionnellement détenu par les élites politiques et a marqué un changement significatif dans la politique colombienne, ayant un impact sur les coalitions de partis et la typologie des acteurs façonnant les dynamiques de pouvoir social et politique (comme nous le verrons plus loin). C'était la première fois qu'un candidat en dehors des cercles d'élites traditionnelles accédait à la présidence. Ce moment historique a également marqué le début d'un nouveau projet hégémonique de droite radicale qui perdurera, au moins, deux décennies.

LA RÉACTION DES ÉLITES

Avec l'accession d'Álvaro Uribe Vélez à la présidence, les lignes de faille conventionnelles de la politique colombienne ont subi une transformation rapide. Uribe, connu pour ses talents d'orateur persuasif et son attitude accessible, a habilement exploité les sentiments anti-insurgés montants au sein des classes populaires et moyennes, des sentiments devenus apparents

4. A bilateral agreement between the governments of Colombia and the United States, conceived in 1999 during the administrations of Presidents Andrés Pastrana Arango and Bill Clinton, was initially publicly promoted as a new Marshall Plan for social support. However, it was later redefined as a plan for expanding military support, incorporating North American troops into Colombian territory in an active manner.

après l'échec des négociations de Caguán. Il a interagi efficacement avec les secteurs régionaux, convoquant personnellement des conseils communautaires et apparaissant fréquemment dans des émissions de radio et de télévision locales. Le message inébranlable d'Uribe, soutenu par de solides principes moraux et une position inflexible contre les insurgés, a trouvé une résonance naturelle parmi une population depuis longtemps habituée à l'absence d'une présence institutionnelle formelle.

La sensibilité aiguë d'Álvaro Uribe aux sentiments sociaux lui a permis de naviguer en douceur à travers les contours des compositions idéologiques et sociales antagonistes, gagnant la faveur à la fois des fidèles libéraux et des éléments conservateurs de la société. Il a rapidement obtenu un soutien généralisé, consolidant ainsi sa stature sur la scène politique. Cependant, la présidence d'Uribe a marqué un changement transformateur dans les dynamiques du pouvoir, non seulement en termes idéologiques, car il a réussi à combler l'écart entre les classes dirigeantes nationales et régionales. Ce faisant, Uribe a consolidé un nouvel ordre politique, et avec lui son leadership moral et intellectuel dans la constitution d'un nouveau bloc hégémonique.

Une partie importante de cette nouvelle composition politique était une approche revue de la sécurité nationale. Ses principaux aspects ont été présentés publiquement en 2003 par la ministre de la Défense de l'époque, Marta Lucía Ramírez – une cadre élite conservatrice clé qui, après le fiasco de Caguán de Pastrana, a prêté serment à la cause uribista. Inspirée par la récente Doctrine Bush proclamée, la Politique de Sécurité Démocratique d'Uribe (PSD, en espagnol) a entraîné une campagne de guerre préventive qui considérait les syndicats, le journalisme critique, le mouvement étudiant, les organisations indigènes, et surtout les paysans comme des cibles tangibles de soutien terroriste, les rendant ainsi légitimes en tant qu'objectifs militaires.

À la recherche de donner à la vision d'Uribe du néolibéralisme militarisé une crédibilité académique, le cœur de la PSD a été amplifié par le biais d'ONG et de groupes de réflexion, tels que le *Centro de Pensamiento Primero Colombia* (CPPC). Ces institutions ont résolument soutenu les gouvernements d'Uribe (2002-2010) avec une augmentation considérable des dépenses militaires, qui ont atteint 3,9% du produit intérieur brut (PIB) à la fin de son deuxième mandat. Ce chiffre dépassait la moyenne mondiale et surpassait les niveaux observés dans la plupart des régions du monde, à l'exception du Moyen-Orient (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm).

La hausse significative des dépenses militaires pendant la présidence d'Uribe Vélez visait à mettre un terme aux activités de la guérilla, à réduire les enlèvements et à imposer la conformité sociale par la force coercitive, une stratégie ouvertement connue pour être soutenue par le soutien et la formation d'escadrons de la mort [paramilitaires] imposant l'obéissance par le biais de massacres généralisés. À son tour, cette militarisation nationale généralisée favorisait la promotion du programme économique du

gouvernement. Uribe était un fervent partisan des accords de libre-échange (ALE) et offrait des garanties juridiques solides aux entreprises étrangères opérant (ou souhaitant opérer) sur le territoire colombien. Ces politiques étaient minutieusement conçues pour attirer et faciliter les investissements étrangers, avec un accent particulier sur les industries d'extraction pétrolière et houillère.

Cependant, malgré les progrès du gouvernement dans la soumission des mouvements sociaux et des actions de guérilla et dans le renforcement de sa présence (principalement urbaine), ses efforts ambitieux pour ouvrir les frontières du marché ont rencontré des obstacles redoutables. Les organisations internationales de défense des droits de l'homme sont restées inflexibles dans leurs efforts pour exercer une pression sur la Colombie sous le règne d'Uribe. Elles ont vivement dénoncé les violations systématiques des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité qui se sont produits à divers niveaux, entravant finalement la mise en œuvre des initiatives de libre-échange d'Uribe (en particulier avec les États-Unis). Cet examen accru et cette condamnation ont commencé à être dirigés vers une figure plutôt paradoxale au sein du gouvernement d'Uribe, qui assumerait un rôle politique plus important dans les années à venir : celui de Juan Manuel Santos (ministre de la Défense du deuxième mandat d'Uribe ; 2006-2010).

Pendant le mandat de Santos en tant que ministre de la Défense, la PSD a étendu son influence, entraînant des massacres troublants, des disparitions forcées et des tortures par le biais d'actions armées systématiques, telles que le scandale des *Falsos Positivos*⁵. Ces actions, visant à repousser les limites de la politique à ses extrêmes, ont eu des conséquences qui ont dépassé les frontières nationales. Un exemple en est le bombardement colombien de 2008 à Angostura, en Équateur, qui a rapproché dangereusement l'Amérique latine d'une confrontation armée régionale. Santos, en associant son nom à l'expansion débridée du projet impitoyable d'Uribe visant à éliminer la gauche et les paysans, a consolidé sa réputation en tant que figure digne de confiance et respectée pour faire avancer davantage le projet uribista.

Juan Manuel Santos fait partie d'une lignée prestigieuse au sein de l'oligarchie colombienne. Il se vante d'avoir un grand-oncle, l'ancien président Eduardo Santos, et il est un descendant direct de la célèbre figure pro-indépendance María Antonia Santos Plata. Compte tenu de son soutien inébranlable à l'expansion militariste en tant que ministre de la Défense et de ses relations avec les groupes politiques les plus privilégiés de la société bogotaine, sa désignation comme successeur d'Uribe n'a pas surpris. La sélection de Santos a solidifié le soutien des secteurs les plus influents des classes dirigeantes traditionnelles colombiennes au sein de l'alliance uribista. Cette décision a fermement ancré leur influence et leur présence

5. The "Falsos Positivos" scandal in Colombia was a case where innocent civilians were falsely portrayed as enemy combatants and then killed by the military to inflate their success against insurgent groups. Soldiers were given incentives for increasing enemy casualties, leading to the unjust killing of innocent people.

tout en semblant assurer la continuité du projet d'Uribe, pour au moins quatre autres années.

Cependant, une faction a émergé au sein des oligarchies traditionnelles colombiennes qui ne se sentait plus à l'aise de s'aligner avec les éleveurs régionaux ordinaires, les narcotrafiquants et les paramilitaires qui prenaient de l'importance au sein de la coalition uribista. Des scandales ont entaché les groupes d'intérêts politiques et économiques en raison de l'expansion débridée du paramilitarisme favorisée par le gouvernement d'Uribe, suscitant un fort malaise parmi les plus hautes sphères du pouvoir. Compte tenu de sa signification historique (et même étymologique), peu de noms de famille étaient mieux adaptés que « Santos » [saints] pour racheter la pureté et le commandement national de familles dont la richesse et la renommée remontaient à la proclamation de l'indépendance nationale. Et en effet, ce saint politique avisé a cherché, en temps voulu, à accomplir le miracle oligarchique. Après avoir pris ses fonctions, Santos a rompu définitivement ses liens avec l'alliance politique qui l'avait propulsé à la *Casa de Nariño* (le palais présidentiel), tout en maintenant Uribe à distance, de nouveaux alliés allaient bientôt accoster sur les côtes politiques de Santos.

L'éloignement soudain et scandaleux de Santos des forces d'Uribe a ouvert une opportunité inattendue pour les cadres politiquement enclins au sein des rangs des FARC, notamment pour le nouveau commandant en chef, Guillermo León Sáenz (*nom de guerre* Alfonso Cano). Après la mort du légendaire rebelle Pedro Antonio Marín (*nom de guerre* Manuel Marulanda Vélez) en 2008, d'une crise cardiaque, Cano a pris le commandement. Connu pour son éducation urbaine, Cano avait moins d'influence sur les factions de la FARC plus axées sur le militaire. Depuis les années 1990, il avait une croyance profondément enracinée qu'une résolution politique impliquant des segments spécifiques de l'élite était réalisable, une vision de la paix revitalisée avec un zèle renouvelé après la victoire présidentielle de Santos.

Comme je l'ai déjà expliqué ailleurs (Ronderos *et al.*, 2021), la conjoncture était favorable pour favoriser un consensus élargi au sein des FARC autour de la perspective plus politique de Cano. Les guérilleros s'étaient de plus en plus isolés de la majorité urbaine prédominante de la population colombienne, captivée (et cooptée) par Uribe au cours des dernières années. De plus, bien que les FARC aient conservé la capacité militaire de prolonger le conflit pendant encore un demi-siècle, leur force avait été considérablement affaiblie depuis 1998. Cette diminution était attribuée à la modernisation et à la réorientation de l'armée colombienne, renforcée par un soutien substantiel de l'armée américaine grâce à Plan Colombie et alimentée davantage par les dépenses militaires expansives d'Uribe. Et en effet, il n'a pas fallu longtemps au groupe rebelle pour adresser une invitation formelle au gouvernement nouvellement installé, signalant leur volonté de s'engager dans des discussions sérieuses et de poursuivre un agenda de paix commun⁶.

6. For an in-depth analysis of FARC, from its creation to its demobilisation be referred to Ronderos, *et al.*, 2021.

Santos, tirant parti de son expérience politique étendue, avait une conscience aiguë des limites inhérentes à ne compter que sur les moyens militaires pour réprimer l'insurrection. Il comprenait que les dynamiques de pouvoir en évolution, englobant à la fois les éléments litigieux du conflit et les équilibres politico-institutionnels plus larges, nécessitaient une nouvelle approche. La clé se trouvait dans la proposition de Cano, à travers laquelle Santos a conçu une stratégie à deux volets. Premièrement, il a compris que les FARC ne pouvaient être efficacement contrées qu'au niveau politico-stratégique. Deuxièmement, l'absence des FARC en tant qu'autre figure menaçante pour les secteurs urbains majoritaires de la société éroderait rapidement les conditions de possibilité de la pérennité de l'uribisme, ouvrant la voie à une ouverture politique. Santos s'est engagé résolument en faveur de la paix, s'attendant à atteindre, grâce à une stratégie à double volet en une seule action, la formation d'une nouvelle forme de leadership hégémonique. De cette manière, il a vigoureusement défendu le règne néolibéral tant désiré par Uribe, le sécurisant cependant par le biais de la paix plutôt que de la guerre.

Alors que les choses semblaient se dérouler en douceur au niveau institutionnel, avec la consolidation de sa réélection et des progrès favorables dans les négociations avec les FARC, Santos devait toujours remporter une victoire publique sur l'uribisme pour jeter les bases des perspectives de son mouvement politique. En 2016, il a conçu un plébiscite national sur les négociations de paix comme moyen d'affirmer ouvertement la défaite d'Uribe. Avec une avalanche de sondages d'opinion publics et privés pointant tous vers une majorité de la société soutenant les négociations de paix, Santos était confiant dans la défaite imminente d'Uribe au plébiscite. Il était, et est toujours, sans précédent dans l'histoire qu'un accord de paix conclu dans le cadre de dynamiques de violence intra-étatique soit soumis au vote du public, mettant ainsi en évidence la motivation purement politique derrière son développement - Santos visait simplement à mesurer la force populaire contre Uribe.

Cependant, silencieusement mais régulièrement, des mouvements de panique morale orchestrés par les forces uribistes ont capturé d'importants segments sociaux urbains qui craignaient qu'avec la participation active des FARC en politique après leur démobilisation, la Colombie puisse suivre la voie du Venezuela⁷. Ce courant sous-jacent n'a pas été pleinement capté par les sondages, et, en conséquence, les accords ont été rejetés lors du plébiscite par une marge presque imperceptible (0,5%), dont les impacts politiques, cependant, restent inmesurables à ce jour.

Le plébiscite a non seulement mis en lumière les profondes divisions au sein de la société colombienne, principalement entre les centres urbains et les provinces, mais a également montré la résilience de l'uribisme. Malgré avoir conclu un accord historique de paix avec les FARC, Santos a eu du mal

7. Une stratégie courante de « peur rouge » utilisée contre les forces de gauche en Colombie.

à établir un héritage durable et a fait face à des défis persistants, quittant sa présidence avec une impopularité généralisée. En conséquence, le santisme, en tant que projet politique de leadership national, s'est retrouvé à la dérive dans un océan d'incertitudes, laissant derrière lui un contexte de désarroi politique caractérisé par un système de partis fragmenté sans forme évidente de coalition gouvernementale ni de leadership. Parallèlement, de nouveaux secteurs de la société sans loyautés politiques concrètes sont apparus sur la scène publique, marquant le début d'une nouvelle époque de la politique colombienne.

URIBISME SOUS ASSISTANCE, LE PÉTRISME À LA MATERNITÉ

Malgré l'agenda économique régressif poursuivi par le gouvernement de Santos, le processus de paix (2012-2016) a ouvert une ère de pluralisme politique élargi. Alors que les négociations visaient à résoudre le conflit armé de longue date, les bases bien établies de la domination uribiste se sont peu à peu effondrées, marquant une transformation profonde de la dynamique politique en Colombie.

En effet, le processus de paix a fourni un terrain fertile pour que des segments de la population marginalisés et sous-représentés puissent faire entendre leurs revendications et leurs griefs, réveillant ainsi une mobilisation sociale qui avait longtemps été réduite au silence par la répression de l'État. La grève agraire retentissante (mai-juillet 2016), les manifestations passionnées des livreurs précaires (octobre 2018) et la perturbation déterminée de l'éducation publique par l'action des étudiants (octobre-décembre 2018) ont tous témoigné des voix dissidentes qui ont commencé à résonner dans des secteurs sociaux plus vastes, gagnant du terrain progressiste.

Ils ont mis en lumière les lacunes de la représentation démocratique existante et ont ouvert la voie à l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation politique dans les espaces disloqués laissés par l'ancienne. Avec la narration de la « guerre contre le communisme et le terrorisme » mise de côté, l'action collective sociale est apparue, défiante, en remettant en question le règne oligarchique dans l'offensive d'une force populaire qui avançait au nom de la démocratie à venir. Cependant, malgré son apparence affaiblie, l'uribisme est resté loin d'être vaincu.

Dans une tentative de réparer les erreurs du passé, Uribe a choisi Iván Duque comme son successeur pour l'élection présidentielle de 2018. Virtuellement inconnu du public à l'époque, Duque était un jeune avocat et membre affilié du *Partido Centro Democrático* d'Uribe. Son expérience limitée dans les affaires publiques comprenait un poste de conseiller au ministère des finances de Pastrana et la représentation colombienne à la Banque interaméricaine de développement (BID) pendant le gouvernement de Santos.

Sévèrement critique de l'administration précédente, Duque a apporté un souffle de renouveau juvénile dont l'uribisme avait désespérément besoin

pour contourner les associations criminelles qui avaient terni la coalition. Uribe savait bien qu'à cette conjoncture concrète, le seul moyen de faire pencher le public du point de vue électoral était de présenter un visage inconnu, débarrassé du poids de la violence qui avait marqué l'uribisme et qui était devenu d'autant plus visible pour la population colombienne après le processus de paix. Sans alliés politiques, bases sociales ou influence sur les groupes d'intérêt économique, Duque ne représentait aucune menace pour le contrôle d'Uribe sur les actions du gouvernement, éclipsant efficacement la menace potentielle que représentait vivement le geste malicieux de Santos.

En tant que véritable membre de l'élite traditionnelle basée à Bogotá, fidèle à leur alliance avec Uribe, la militante conservatrice Marta Lucía Ramírez a rejoint Duque sur le ticket présidentiel. Cette manœuvre stratégique visait à consolider le soutien des secteurs oligarchiques conservateurs au sein de la coalition uribiste, garantissant un soutien parlementaire promettant une stabilité gouvernementale. Cependant, comme il sera évident, malgré les efforts habiles d'Uribe pour retrouver sa prééminence politique et son leadership national, les divisions au sein de la société, de plus en plus apparentes pendant les administrations de Santos, ont persisté sans remède. Le gouvernement de Duque a connu un départ difficile, avec des scandales d'achat de voix impliquant de l'argent du narcotrafic, comme le tristement célèbre scandale de la « ñeñopolítica ». De plus, des décrets présidentiels promouvant la précarisation des salaires ont encore terni la perception publique du troisième mandat de Duque [d'Uribe].

En cette période de transformation, une nouvelle alliance politique a commencé à prendre forme, se cristallisant finalement en un mouvement populaire national d'ici 2013. Gustavo Petro, ancien membre du groupe de guérilla M-19 et ancien maire de Bogotá, avait gagné progressivement le soutien des secteurs populaires sous-représentés qui se sentaient marginalisés par l'hégémonie uribiste que les forces de Santos avaient échoué à représenter. En tant qu'intellectuel de gauche et ancien participant au mouvement « Eme » (comme on l'appelle dans le jargon local), Petro est rapidement devenu l'un des parlementaires les plus articulés, maniant une élégance rhétorique et une éloquence discursive rappelant les jours de Jorge Eliécer Gaitán.

Depuis l'ascension d'Uribe, Petro a assumé le rôle de son adversaire le plus redoutable, dévoilant sans crainte, à travers des débats audacieux et méticuleusement documentés, les innombrables scandales liés au réseau complexe d'alliances entre élites, militaires, paramilitaires et trafiquants de drogue qui ont facilité la domination nationale d'Uribe. Lors d'un de ses débats, Petro a même inventé le terme « parapolítica », mettant en lumière ce réseau complexe de connexions criminelles et les rendant, grâce à ses enquêtes et interventions discursives, clairement visibles du public.

Petro est devenu maire de Bogotá en 2012. Pendant son mandat de maire, la capitale de la Colombie est devenue un bastion des forces progressistes, devenant rapidement l'épicentre d'une politique de soin. Cette nouvelle

orientation politique s'est axée sur les programmes d'inclusion sociale et l'ajustement du plan de développement urbain pour lutter contre le changement climatique. La gouvernance de Petro au cours de cette période a été une expérience fondamentale, posant la première pierre de son projet national à venir. Cependant, les effets de son initiative visionnaire, connue sous le nom de « Bogotá Humana », ont perturbé les structures de pouvoir locales établies et les intérêts des élites. Cela a finalement conduit à ce que Petro devienne une victime de la réaction judiciaire le 9 décembre 2013.

Au sein des augustes salles du *Palacio Liebano*⁸, Petro a habilement canalisé et exprimé les sentiments dominants des masses mécontentes rassemblées sur la *Plaza de Bolívar*, déterminées à résister au coup d'État contre le maire progressiste. Les discours prenants de Petro, prononcés depuis le grand balcon de l'hôtel de ville, ont résonné à travers les jours qui se sont étendus dans les heures les plus sombres. L'enthousiasme social captivant, alimenté par la mesure manifestement antidémocratique qui avait été mise en place pour stopper le programme transformateur de Petro, a rapidement suscité un éveil national qui a attiré l'intérêt international.

Dans un tournant décisif, un décret de la Cour interaméricaine des droits de l'homme a exigé la restauration des droits politiques de Petro, une ordonnance que le gouvernement, alors dirigé par le président Santos, n'avait d'autre choix que de suivre. Cette évolution a non seulement vu l'ancien membre de la guérilla retrouver son mandat public et ses droits politiques, mais elle a également canalisé une vague d'énergie populaire qui a officiellement propulsé le Pétrisme en tant qu'alternative politique nationale à part entière.

L'élection présidentielle de 2018 a marqué un moment historique pour le Pétrisme alors qu'il faisait face aux forces d'Uribe. Ce scrutin, la première élection présidentielle suivant la conclusion des accords de paix en 2016, s'est distingué par un enthousiasme populaire unique et tangible, avec des mobilisations de masse balayant le pays. Dans un style rappelant les époques précédentes, Gustavo Petro est apparu sur les places publiques, prononçant des discours passionnés qui ont suscité de forts sentiments sociaux, en particulier dans les municipalités profondément marquées par la violence historique. Bien que Petro n'ait pas remporté la victoire, sa performance était déjà en soi un triomphe. Pour sa première tentative présidentielle, confronté à un établissement qui avait exercé son pouvoir pendant près de deux décennies, il a obtenu le meilleur résultat électoral qu'un candidat de gauche ait jamais atteint dans l'histoire électorale de la Colombie.

8. Palais du gouvernement municipal, situé sur la principale place de Bogotá, la Plaza de Bolívar.

LA CONTINGENCE PARTOUT

Comme dans le reste du monde, le début de la pandémie de COVID-19 en mars 2020 a marqué une transformation profonde dans le tissu de la vie quotidienne colombienne. Étrangement, pour le gouvernement de Duque, ce développement ressemblait un peu à l’embrassade réconfortante d’eaux chaudes. Il a apporté un soulagement aux tensions sociales croissantes qui couvaient depuis l’administration de Santos. Ces tensions avaient commencé à ressembler à une marmite sur le point de déborder, avec la crise visible au sein de l’uribisme ne faisant qu’intensifier la chaleur.

Cependant, la brève parenthèse de relative tranquillité due à la perplexité sociale prédominante engendrée par la COVID n’a pas duré longtemps. Les centres urbains, avec Bogotá à l’avant-garde, ont bientôt été balayés par une vague d’indignation sociale, protestant vivement contre la brutalité policière. Comme des allumettes et de la poudre à canon, le meurtre de Javier Ordóñez, un chauffeur de taxi et étudiant en droit, par la police lors d’une arrestation publique en septembre 2020, a allumé le brasier social. Les manifestations qui ont suivi ont vu l’incendie de postes de police et ont puisé leur énergie dans l’agitation qui avait éclaté aux États-Unis seulement quatre mois plus tôt, après l’exécution publique de George Floyd. Cette période tumultueuse en Colombie a fait au moins 11 morts, des milliers de blessés, et, de manière préoccupante, des rapports ont fait état d’agressions sexuelles commises par la police contre des manifestantes.

Les émeutes dans la capitale ont bientôt déclenché une vague d’indignation sociale qui s’est étendue à l’ensemble du pays. En signe de solidarité avec les manifestations de Bogotá et pour dénoncer le meurtre continu de leaders sociaux, plus de 7000 manifestants des communautés autochtones, paysannes et afro-colombiennes ont quitté *Santander de Quilichao*⁹ avec pour objectif d’atteindre la capitale colombienne. En chemin vers Cali, diverses communautés autochtones ont rejoint les rassemblements, augmentant considérablement la taille et l’impact d’une mobilisation sociale croissante représentée sous le nom de « Minga »¹⁰.

L’arrivée de la Minga dans la capitale le dimanche 18 octobre a été accueillie par une réception chaleureuse et enthousiaste de la part des foules. Avec leur arrivée, un appel retentissant à un dialogue national avec le président de l’époque, Duque, a résonné dans les voix des personnes rassemblées, établissant une présence durable sur la Plaza de Bolivar, avec des casernes et des tentes de camping partout. Une chaise vide, symbolisant le profond désir de dialogue, se dressait comme une sentinelle poignante au cœur de la place. Son silence attendait une réponse présidentielle qui, malheureusement, resterait sans réponse.

9. Dans le département de Cauca, dans la région ouest de la Colombie.

10. En guambiano, la langue du peuple autochtone Misak du sud-ouest de la Colombie, « minga » signifie travail collectif.

Cependant, le nombre croissant de décès liés à la COVID a rapidement eu des conséquences, calmant visiblement l'énergie populaire une fois de plus. À mesure que la crise sanitaire s'aggravait, des mesures de quarantaine plus strictes trouvaient une plus grande adhésion sociale. Cela, associé à l'annonce par le président Duque d'une réforme structurelle de la police, a favorisé un contexte apaisé, semblant évaluer l'angoisse sociale. Il convient de noter, cependant, que la réforme proposée par Duque se résumait à peu près à des changements cosmétiques, dépourvue d'altérations substantielles de la structure fondamentale de la police. Néanmoins, avec la résurgence de la pandémie, l'ardeur sociale s'est rapidement muée en un silence inflexible. Une fois de plus, le camp uribista a retrouvé confiance en sa sécurité présumée, et une fois de plus, Duque a sous-estimé la profondeur du mécontentement social.

Alors que l'agitation sociale semblait s'apaiser, l'administration de Duque a lancé, au début d'avril, une contre-offensive. Armé de la perspective d'avoir définitivement mis en quarantaine l'esprit révolutionnaire de la société colombienne, Duque a annoncé l'introduction d'un projet de loi au Congrès visant à augmenter les taxes sur les biens essentiels, les services publics et le carburant. Soutenu par un chœur d'« experts » gouvernementaux, le projet de loi a été présenté comme la seule solution techniquement solide pour combler le déficit fiscal laissé par l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les finances de la Colombie. L'annonce a brisé la façade de tranquillité sociale qui avait caractérisé la période de décembre 2020 à mars 2021, révélant la tempête imminente du mécontentement populaire destinée à balayer le pays.

Les mobilisations ont été orchestrées par une coalition d'organisations étudiantes, indigènes, paysannes et syndicales collectivement désignée sous le nom de Comité National du Paro (CNP). Le 28 avril 2021, le CNP a appelé la société colombienne à se joindre à une grève, sans avoir connaissance de l'ampleur et de la ferveur qui caractériseraient le soulèvement social qui allait suivre. Désigné sous le nom d'« estallido social » (explosion sociale), cette série d'actions de résistance populaire en réponse à la réforme fiscale de Duque allait à jamais changer le paysage politique de la nation.

Depuis le début des manifestations, les plateformes de médias sociaux ont été inondées de vidéos en ligne troublantes, offrant une représentation vivide des actions brutales des forces de sécurité contre les manifestants. Ces images dérangeantes capturent les forces de sécurité, parfois en civil, tirant sans pitié sur les foules de manifestants dans le cadre d'une campagne répressive systématique. Bien que les activités paramilitaires aient longtemps été prévalentes dans les zones rurales, le meurtre de masse de civils par une coalition de policiers, de militaires et de mercenaires à une telle échelle dans les grandes villes de la Colombie ne trouve son équivalent que dans les dynamiques de la guerre civile du XIX^e siècle. De manière choquante, dans les 24 premières heures des manifestations, huit vies tragiques ont été perdues. Ce bilan sombre s'est élevé à 67 décès vérifiés, accompagnés de 3 789 cas de violence policière (y compris des

actes de torture), de 25 victimes de violence sexuelle et de 1 649 détentions arbitraires d'ici juin (Temblores, 2021).

L'escalade des actes violents, largement partagée sur les réseaux sociaux, a eu la conséquence non intentionnelle de dynamiser les masses de manifestants. De mai à juin, une résistance résolue a pris forme, transformant efficacement de nombreuses villes en points de rébellion. Les familles de la classe moyenne et inférieure se sont unies, fournissant des services essentiels tels que des soins de santé, la distribution de nourriture et même des initiatives éducatives. Ces mois d'agitation se sont transformés en une vitrine remarquable de la gouvernance autonome, révélant l'esprit créatif d'une population désireuse de s'engager socialement de manière significative, au-delà des réformes fiscales régressives de Duque. Cette période a souligné la contingence radicale sous-jacente à la représentation sociale de la Colombie, offrant un terrain fertile pour l'émergence de nouvelles formations politiques capables d'articuler les demandes populaires déchaînées et de préparer le terrain pour de nouveaux horizons politiques.

LE MOMENT PETRO

La désintégration du tissu social, initialement évidente après l'accord de paix Santos-FARC mais exacerbée et particulièrement prononcée pendant la présidence d'Ivan Duque, a donné naissance à une demande retentissante de renforcement de la démocratie. Au milieu de la mer agitée du mécontentement social, rares sont les figures politiques qui ont réussi à naviguer efficacement à travers cette situation et à se connecter aux aspirations latentes pour une participation politique significative. Gustavo Petro est apparu comme une figure exceptionnelle dans ce paysage, se distinguant par sa capacité unique à forger une connexion profonde avec les sentiments sociaux prédominants. Petro a su attirer l'attention sur les griefs populaires historiques, depuis longtemps réprimés par le règne oligarchique, et a réussi à les articuler avec les demandes démocratiques émergentes, qui ont surgi du fervent mouvement social généré par les mobilisations récentes. Ce faisant, il a offert une nouvelle direction politique qui résonnait avec les aspirations d'une population aspirant à une démocratie plus profonde.

Discursivement, le pétrisme affirme sa force politique dans les impératifs de la réforme agraire et de la souveraineté populaire. Par le biais d'une transformation profonde du paradigme national de développement, le pétrisme place le changement climatique au premier plan de son programme de développement productif, en se distançant délibérément de l'exploitation des ressources fossiles et en soulignant le lien entre la propriété foncière et le travail social. Ces fondements discursifs résonnent à travers les strates de la société, enracinés dans des processus historiques liés à des formes éminentes de leadership populaire. Des figures historiques telles que López Pumarejo et les réformes sociales et politiques de sa « Révolution en Marche », et Jorge Eliécer Gaitán, fervent défenseur de la souveraineté populaire, servent d'exemples durables de cet héritage sur lequel

s'appuie le mouvement politique de Petro. Ce faisant, le leader progressiste se distancie de l'esprit oligarchique du Parti libéral, qui a soutenu les forces d'Uribe pendant longtemps, tout en s'alignant sur les expériences radicales canalisées par la pensée libérale colombienne, qui bénéficiait d'une résonance populaire généralisée parmi les militants libéraux.

Le pétrisme ne s'est cependant pas simplement enraciné dans les griefs historiques longtemps réprimés sous diverses formes de règne oligarchique, mais a également cultivé habilement des liens avec la jeunesse émergente et dynamique de la société colombienne. Cette jeunesse était devenue visiblement visible par sa participation active aux manifestations publiques lors des administrations précédentes. L'établissement de cette connexion a été facilité par la reconnaissance et la promotion des demandes émergentes qui ont surgi en réponse à l'évolution du paysage social à la suite de la conclusion des accords de paix Santos-FARC.

Ces revendications englobaient l'approbation de l'agenda LGBTQIA+, un soutien actif aux grandes causes féministes, et la résolution des problèmes touchant les paysans ruraux, les communautés autochtones et la main-d'œuvre jeune vulnérable, tels que les travailleurs informels soumis aux plateformes de livraison de repas. Ces groupes ont souvent été à l'avant-garde des récentes manifestations contre l'administration d'Iván Duque, assumant rapidement des rôles centraux au sein du paysage socio-politique colombien, des rôles que Petro a rapidement reconnus et représentés efficacement. De plus, les revendications historiques de reconnaissance territoriale et d'abolition d'un établissement raciste au sein des communautés noires de la côte pacifique ont gagné du terrain au sein de la coalition pétriste, notamment grâce à la figure influente de Francia Márquez, une forte leader régionale dont la notoriété a rapidement augmenté dans l'intention électorale, ce qui en fait la deuxième figure la plus visible de la politique progressiste colombienne.

Avec Petro à la tête de la campagne présidentielle de 2022 et Márquez comme candidate à la vice-présidence, la coalition pétriste est devenue une force politique dotée d'un large soutien populaire et d'un solide programme politique, défiant une force de droite dont les bases s'étaient érodées et fragmentées. Cependant, ce qui semblait être une victoire garantie s'est rapidement transformé en un autre moment de désespoir lorsque, tout au long de la campagne électorale, un challenger inattendu et méconnu a émergé. On ne peut s'empêcher ici d'emprunter les termes souvent utilisés d'Antonio Gramsci, car en effet l'uribisme a résisté à la disparition et le pétrisme n'était pas encore né, laissant place, à travers la contingence au cœur de cette crise organique, à l'émergence de symptômes morbides sur l'échiquier politique.

Virtuellement inconnu du public, la figure en exercice Rodolfo Hernández a progressivement commencé à dominer le débat public grâce à des vidéos TikTok passagères mettant en scène des danses pop et des slogans anti-établissement. À travers ces vidéos, il a réussi à séduire à la fois les bases sociales de droite, désorientées par la crise uribiste, et les sentiments

sociaux désirant une profonde transformation politique mais qui résistaient à l'attrait de personnalités politiques formellement connues. Ainsi, Hernández est devenu une menace plausible pour les perspectives présidentielles du pétrisme.

Finalement, cependant, Petro et Márquez ont réussi à surmonter ce nouveau concurrent, remportant la victoire au second tour de l'élection présidentielle avec une marge relativement étroite de 3,24%. Cette marge a souligné la fragilité du moment politique en termes de loyautés politiques changeantes et de préférences idéologiques en évolution. Hernández, une figure corrompue qui est rapidement montée en puissance pour disparaître peu de temps après de la scène publique, sert de représentation vivante du vide qui caractérise encore la crise politique, imposant des limites à l'établissement formel d'un nouveau bloc hégémonique. Cela pose également les bases des futurs défis politiques et des conflits émergents auxquels sera confronté le gouvernement progressiste nouvellement élu.

Malgré sa formation politique fragile, le pétrisme symbolise un triomphe historique pour les forces démocratiques qui ont enduré la répression de la règle oligarchique. Cette victoire puise sa force dans les expériences pratiques de la politique radicale et de l'organisation populaire qui sont tissées dans l'histoire de la Colombie. Elle signifie non seulement une rupture avec l'hégémonie uribiste, mais elle ouvre également une phase de transition démocratique pour aborder les problèmes sociaux profondément enracinés qui ont alimenté les conflits en cours. Les dynamiques violentes qui ont longtemps fait taire les cris populaires sont désormais à leur portée, annonçant l'aube d'une époque profondément politique.

CONCLUSION

Dans le contexte colombien, les dynamiques rurales des années 1940 à 1980 revêtent une importance centrale pour comprendre les mouvements politiques qui ont émergé au début du XXI^e siècle, principalement représentés par Uribe, et d'autres qui, bien que dormants dans leur structure collective, ont acquis une nouvelle force pour défier l'ordre social établi en Colombie, comme l'illustrent Petro et Márquez. En examinant ces dynamiques évolutives entre crise sociale et reconfiguration politique, les négociations de paix ont joué un rôle pivot dans la formation des dynamiques de pouvoir.

En effet, les négociations de paix ont souvent agi comme des moments cruciaux de rupture en Colombie, créant un espace pour l'émergence de nouveaux mouvements politiques. Dans le cas d'Uribe, l'échec des négociations Pastrana-FARC a conduit à un réalignement politique vers la droite radicale. Ce changement a été motivé par une crise organique dans le système bipartite existant et un consensus social qui s'est uni contre les groupes insurgés. En revanche, l'accord de paix entre les FARC et Santos a permis l'émergence d'un pluralisme politique historiquement réprimé.

Cet environnement a ouvert la voie à un virage à gauche, avec Gustavo Petro au cœur.

Cependant, dans les dynamiques actuelles d'articulation politique, la contingence révélée par les accords de paix Santos-FARC demeure présente à ce jour, car aucune forme de représentation politique n'a réussi à faire avancer une reconfiguration sociale et une recomposition. Bien que Petro et Márquez aient entrepris un processus historique et transformateur, marquant la première fois qu'une coalition de gauche atteint la présidence, les tensions exprimées lors du plébiscite de paix de Santos en 2016 persistent.

Les récentes élections locales d'octobre 2023 ont connu une augmentation significative des coalitions au niveau local, à travers lesquelles Uribe a consolidé une force substantielle tout au long de son mandat politique. Cela démontre la résilience des forces dirigeantes locales capables de mobiliser d'importants secteurs sociaux de la société colombienne. Le pétérisme représente aujourd'hui une fusion de divers mouvements déconnectés, notamment Soy Porque Somos, MAIS et le Parti communiste, qui doivent encore établir une cohérence organisationnelle et idéologique dans leur vision d'un projet politique durable. Leur capacité à formuler une large coalition politique avec une stratégie unifiée tout en restant attentifs aux dynamiques sociales sous-jacentes en dehors de la politique électorale formelle sera mise à l'épreuve dans les années à venir, car de nouveaux leaderships de droite sont susceptibles d'émerger sur la scène.

BIBLIOGRAPHIE

- Archila, M. (2003b). *Idas y venidas, vueltas y revueltas: Protestas sociales en Colombia 1958-1990*. Bogotá: CINEP.
- Bucheli, M. (2005). *Bananas and Business: The United Fruit Company in Colombia, 1899-2000*. NYU Press.
- Cepeda, I., & Rojas, J. (2008). A las puertas de El Ubérrimo. *Ed Randa House Mondadori*, Barcelona España.
- Delgado, Á. (2008). Anotaciones a la política del Partido Comunista. *Revista Controversia*, 190, 55-96.
- García Márquez, G. (2006). *One Hundred Years of Solitude*. Trans. Gregory Rabassa. New York: Harper Perennial Modern Classics.
- Gutiérrez-Sanín, F. (2004). Criminal rebels? A discussion of civil war and criminality from the Colombian experience. *Politics & Society*, 32(2), 257-285.
- Gutiérrez-Sanín, F. (2007). *Lo que el viento se llevó?: los partidos políticos y la democracia en Colombia, 1958-2002*. Editorial Norma.
- LeGrand, C. (1988). Colonización y protesta campesina en Colombia 1850-1959. *Editorial Universidad Nacional de Colombia*.

- Mesa, D. (1972). *Treinta aflos de historia colombiana (1925-1955)*, In Colombia. estructura política y agraria, ed. Gonzalo Cataflo.
- Palacios, M. (2001). *De populistas, mandarines y violencias: Luchas por el poder*. Bogotá: Editorial Planeta.
- Pécaut, D. (2012). *Orden y violencia: Colombia 1930-1953*. Universidad Eafit.
- Posada-Carbó, E. (1998). Fiction as History: The bananeras and Gabriel García Márquez's One Hundred Years of Solitude. *Journal of Latin American Studies*, 30(2), 395-414.
- Rippy, J. (1931). *The Capitalists and Colombia*. New York The Vanguard Press.
- Ronderos, S., & Marín-López, D. (2022). Rebels at war, criminals in peace: a critical approach to violence in Colombia. *Rethinking Marxism*, 34(1), 99-115.
- Stockholm International Peace Research Institute - Sipri. Military expenditure. In <https://milex.sipri.org/sipri> [accessed 12 of September 2023].
- Temblores (2021). Reportes sobre los hechos de violencia policial. In: https://www.temblores.org/_files/ugd/7bbd97_10674d3f5b324b6abe-45fad8b1083b7b.pdf [accessed 12 of September 2023].